Liminaire



Normandie 12/02/26

Sujets abordés :

Rencontre avec le DG de l'Insee – Effectifs – Santé – Sédentarité – Aménagement des espaces
Insee Vert - Parking – Pôle Insee contact (PIC) – Vétusté des bâtiments – Densification des espaces

---

Déclaration liminaire lue par la CFE-CGC en ouverture de la rencontre du 12/02/26 avec Fabrice Lenglart (directeur général de l'Insee), Alain Bayet (directeur de la DDAR) et Maylis Coupet (cheffe du DRH)

« M. le directeur Général,

Nous vous remercions pour votre visite et la possibilité qui nous est donnée de vous rencontrer et de nous exprimer devant vous.

Cette rencontre est pour nous l'occasion de vous dresser notre portrait de la DR Insee Normandie et de ses particularités, ainsi que de nos actions en tant que représentants du personnel.

Particularités de la DR Insee de Normandie

La DR Insee Normandie a quelques particularités : tout d'abord, il s'agit d'une DR à deux établissements, qui nécessite une activité particulière de la communication interne, afin de créer une dynamique régionale et non seulement des dynamiques d'établissement.

Nous avons une DR qui comporte en son sein, outre l'habituelle mixité fonctionnaires-contractuels, des agents de l'Insee et des agents d'administration centrale. Les règles de gestion, de promotion, les rémunérations, ne sont pas les mêmes, cela conduit régulièrement à des comparaisons et alourdit également le travail du SAR.

Nous avons enfin une DR dont les deux tiers des agents dépendent de pôles. Cela nous conduit régulièrement à une réelle impuissance lors de discussions sur la charge et le contenu du travail en CSA local, le comité de direction n'ayant que peu de pouvoir sur les décisions prises par des MOA lointaines…

Quelques sujets traités lors de cette mandature

Lors de cette mandature commencée fin 2022 et qui s'achèvera en fin d'année 2026, la CFE-CGC Insee Normandie, parfois au côté des autres syndicats, a été très active.

Nous avons ainsi porté, parfois seuls, parfois collectivement de nombreuses thématiques.

Pour la santé des agents, nous avons fait en sorte de lutter contre la sédentarité, qui est reconnue comme un risque de santé publique majeur, en insistant pour que des tapis de marche sous bureau soient achetés.

Pour leur bien-être, nous nous sommes associés à l'aménagement d'espaces de convivialité, encore inabouti sur Rouen. Nous avons également incité à la mise en place d'une formation « Un temps pour se remobiliser », très appréciée par les agents et qui leur donnait quelques clés pour se reposer de façon rapide et efficace.

Dans le cadre du plan Insee vert local, nous avons proposé des actions dont l'efficacité en termes d'émissions de gaz à effet de serre seraient réelles, et non symboliques ou *green washing* comme le sont souvent les propositions Bercy vert.

Nous avons interpellé les préfets directement à plusieurs reprises : lors de l'installation des containers, autrement appelés « village temporaire » ici à l'établissement de Caen, à la fois pour signaler que loger des personnes sur un parking n'était pas digne de l'État français, mais aussi pour indiquer que les agents de l'Insee auraient des difficultés à se garer.

Nous les avons également interpellés sur les problèmes de transport lors d'épisodes météorologiques nous mettant régulièrement en difficulté voire en danger, afin qu'ils incitent au maximum à réduire les déplacements.

Nous avons demandé et obtenu que les bilans des promotions des agents de la DR soient fournis sur 3 ans et permettent de se comparer au niveau national. Cela a fait tomber le fantasme d'une DR moins bien traitée que les autres en termes de promotion.

Nous avons, au côté des autres syndicats, participé à des visites d'équipes en difficulté : le pôle Insee Contact, les ressources humaines, le pôle Prix à la Production dans l'Industrie.

Nous avons également régulièrement informé les agents sur les sujets d'actualité, que ce soit par des heures mensuelles d'information ou des communiqués.

Quelques sujets en cours ou à venir

Terminons par quelques sujets bâtimentaires, en cours et à venir.

Tout d'abord Rouen. L'établissement a régulièrement des problèmes de vétusté : ruptures de canalisations, chauffage en panne et plus ou moins bien réparé, problèmes d'ascenseur… le bâtiment est vieillissant. Néanmoins, le déménagement n'aura lieu que dans quelques années, d'ici là, et tout le monde en convient, il est nécessaire de maintenir des conditions de travail favorables pour les agents de Rouen.

Sur Caen, l'établissement va se densifier. L'administration ayant accepté de parler avec nous en amont du projet, en tant que représentants du personnel, nous allons avoir le temps et la possibilité de visiter des bâtiments densifiés selon différentes manières et pouvoir faire des propositions qui conviendront tant aux agents qu'à l'administration. Cette démarche de visites de bâtiments emblématiques a été également demandée au niveau national et a reçu là aussi un accueil favorable.

Cette liste, non exhaustive, vous fera comprendre que notre activité de représentants du personnel est intense et importante. Elle pose cependant, dans notre région comme ailleurs la question du temps syndical. L'activité d'un élu raisonnablement investi est d'environ 0,1 ETP. Or, aucun élu, ni dans notre région ni dans les autres, ne voit son travail réorganisé. Cela les met régulièrement en tension. Nous vous interpellons donc sur la problématique du temps syndical des élus, et sur la reconnaissance de leur activité dans leur parcours professionnel.

Nous allons commencer une période électorale, et nous allons à nouveau nous heurter à la difficulté de constituer des listes de candidats. Ce dont nous avons besoin de votre part, ce n'est pas que l'administration, par un vœu pieux, encourage à voter ou à rejoindre des listes, mais qu'elle valorise réellement l'engagement syndical.

Nous émettons donc le vœu que les élus soient aidés dans leur parcours.

Merci pour votre attention et merci pour l'intérêt que vous porterez au dialogue social et au rôle des élus afin de permettre une collaboration efficace avec les comités de direction. » ■

Les représentants CFE-CGC présents lors de la rencontre :
Émilie Aubry - Sébastien Chéron – Grégory Cognard – Claire Godin – Pierre Legentil